



MACRON DÉCLARE LA GUERRE À LA FONCTION PUBLIQUE !

LE 19 AVRIL, RÉAGISSONS

Cela fait des années que les Services Publics sont laminés par des réformes et des budgets qui n'ont fait que détériorer leur fonctionnement et réduire leur capacité à mener à bien leurs missions auprès de la population.

Aujourd'hui, le gouvernement Macron change de braquet et veut porter l'estocade sociale. L'ennemi véritable de Macron, c'est le peuple qu'il dépouille de ses droits et de ses biens : augmentation CSG, réduction de l'ISF, ordonnances travail, SNCF, Fonction Publique (État, Territoriale et Hospitalière), Formation, protection sociale et retraite...

La méthode est simple : fractionner les annonces en frappant vite, tous azimuts et le plus fort possible pour assommer la population sous l'avalanche des mauvais coups.

Nouvelle cible du gouvernement : les services publics avec toujours la même méthode, frapper vite et fort. Enjeux : casser tout ce qui gêne à la mise en place du démantèlement, du morcellement et de la privatisation des services publics.

Avant de s'attaquer aux droits des agents de la Fonction Publique, à son statut, le gouvernement s'attaque à ce qui permet aux salarié.e.s du public de s'organiser, de se défendre, de revendiquer, et de contester abus et injustices.

La conséquence de la refonte des instances représentatives du personnel aboutira à une réduction drastique des moyens syndicaux et donc notre capacité à vous informer, à vous accompagner dans vos démarches et à vous défendre. Leur but unique étant de museler le personnel pour anéantir toutes velléités de contestation, de revendications individuelles et collectives

Ne nous laissons pas manipuler ni prendre de vitesse, il est temps de s'organiser et d'agir ensemble. Les services publics ne sont pas une idée rétrograde au contraire, ils sont la propriété du peuple, ils garantissent la réponse aux besoins fondamentaux quelle que soit la condition de l'individu, ils réduisent les inégalités et sont garants de la redistribution sociale, ils maillent les territoires et sont au service de la population et pas des intérêts d'actionnaires voraces.

ATTAQUE SUR NOS INSTANCES

Menace de suppression des CHSCT : pourtant, cette instance a pour mission de protéger la santé des agents et leurs conditions de travail. Le gouvernement va même jusqu'à la suppression de la possibilité de recourir à l'expertise.

ATTAQUES DE NOTRE STATUT

Recours accrus d'agents sous contrat avec fléchage de missions entières où, par principe, le recrutement de fonctionnaires serait banni pour laisser place aux contractuels et donc à la précarité. Ce qui se dessine, c'est donc l'arrêt du recrutement statutaire dans des pans entiers de la Fonction Publique. C'est la mise à mal d'un des principes fondateurs du statut.

**ENSEMBLE PUBLIC/PRIVÉ,
GRÈVES ET MANIFESTATIONS LES 19, 24 AVRIL et 3 MAI 2018**

**STATUT, EMPLOIS, DROIT DU TRAVAIL, SALAIRES,
CONDITIONS DE TRAVAIL, SERVICES PUBLICS, DROITS FONDAMENTAUX :**

NE RIEN FAIRE, C'EST LAISSER FAIRE...

